

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Mesdames et messieurs les membres du CTSD

**Ce gouvernement a décidé de s'attaquer avec une incroyable violence à toutes les conquêtes ouvrières pour faire baisser la masse salariale, répondre aux exigences de restriction des dépenses publiques, inverser la hiérarchie des normes individualiser les droits, déprotéger les salariés du public comme du privé.**

Il y a quelques mois le Code du Travail, la réforme du statut des cheminots et l'ouverture de la SNCF à la concurrence ; la réforme du BAC qui remet en cause le diplôme national comme 1<sup>er</sup> grade universitaire ; la loi ORE qui instaure Parcoursup comme un outil de sélection qui empêche un grand nombre de bacheliers de poursuivre des études supérieures dans l'université et la filière de leur choix ; puis la menace d'un nouveau contrat social de la Fonction publique pour en finir avec le Statut général ; la maternelle, véritable exception française, qu'il verrait bien transformer en « jardin d'éveil », à l'instar de certains pays européens... Mais aussi la réforme de la formation professionnelle substituant au CIF, droit garanti à tous, un compte individuel avec le CPF ; également la fiscalisation de la Sécurité sociale et de l'assurance chômage ; sans oublier la réforme territoriale et la mise en place des agences régionales de l'Education...

Aujourd'hui le gouvernement engage la concertation sur son projet de remise en cause des retraites et de tous les régimes spéciaux existants au nom du principe « 1 euro cotisé donne les mêmes droits pour tous ». Avec cette formule, le gouvernement vise en particulier le Code des pensions civiles et militaires et le calcul du montant de la pension sur les 6 derniers mois de traitement pour lui substituer les 25 dernières années. Cela signifie une baisse de 30% au moins du montant de nos pensions de retraite, sans compter le passage à une retraite par point. C'est inacceptable !

**A ces attaques, FORCE OUVRIERE répond en organisant la mobilisation des fonctionnaires autour de leurs revendications :**

- Pour la préservation du statut général de la Fonction publique garantissant un service public de qualité au service des citoyens ;
- Pour l'augmentation du pouvoir d'achat et exigence d'augmentation de 16% du point d'indice ;
- Pour l'arrêt des 120.000 suppressions de postes prévues et le recours à des contrats précaires ;
- Pour l'abrogation du jour de carence ;
- Contre le transfert de multiples missions au privé
- Abandon de Parcoursup et abrogation de la loi ORE
- Maintien du Baccalauréat comme diplôme national et 1<sup>er</sup> grade universitaire
- Contre la dislocation de l'école républicaine et le démantèlement du ministère de l'Education nationale et du ministère de l'enseignement supérieur
- Maintien de tous les régimes de retraite existants et refus de toute volonté de création d'un régime unique, destructeur de droits et de statuts
- Maintien du Code des pensions civiles et militaires et maintien du calcul de la pension sur la base des 6 derniers mois.

Et le ministre s'en prend désormais au concours de recrutement des enseignants, pierre angulaire du statut. Il annonce son projet, le concours serait séparé en deux temps : l'admissibilité en L3 et l'admission en M 2. Entre les deux, les 25 000 candidats ne seraient ni fonctionnaires-stagiaires, ni élèves-professeurs mais ... apprentis-professeurs, sans garantie d'admission, jetables à tout moment, avec un salaire de misère... en un mot des contractuels ! Le SNUDI-FO et sa fédération oppose à cette généralisation du contrat le maintien d'un concours avec admissibilité et admission la même année, l'abrogation de la maîtrise du concours et le retour au statut d'élève-professeur, fonctionnaire-stagiaire.

**C'est avec le même objectif de réduction des dépenses publiques que s'organise la carte scolaire.**

L'an dernier déjà, FO, avec l'ensemble des organisations représentées dans ce CT, avait condamné la mise en œuvre du dispositif du dédoublement des classes de CP et de CE1 en REP+, à moyens constants et ses conséquences : augmentation du nombre d'élèves dans les autres classes, non ouverture de classes et de postes nécessaires et recrutement de contractuels pour assurer les remplacements, en lieu et place du recrutement sur la liste complémentaire, à hauteur des besoins réels.

Cette année, à nouveau, un scénario identique se reproduit avec le dispositif ministériel intitulé désormais « CP-CE1, 100% de réussite ». Nous avons dès le CTA du 24 janvier dénoncé cette situation, estimant qu'un volume de 250 à 300 postes supplémentaires était nécessaire pour tout à la fois, satisfaire la commande ministérielle et faire face à la croissance significative des effectifs scolaires.

C'est pour cela que le 15 février dernier, unanimement, les organisations syndicales ont, dans cette instance, voté contre la proposition de carte scolaire et dénonçant au passage la mise en pièce du dispositif « plus de maître que de classes ».

Mais pire, lors de l'audience accordée à notre syndicat le 18 juin, Monsieur l'IA-DASEN, vous nous avez déclaré que vous ne vous interdirez pas de procéder à des ajustements de la carte scolaire définie en février. Depuis, les IEN cherchent « des classes à fermer » dans les circonscriptions !

Notre syndicat a alerté les écoles, déposé un préavis de grève pour le 2 juillet pour refuser toute fermetures, l'ouverture et le maintien de tous les postes et classes nécessaires !

Les écoles des Bouches du Rhône ont besoin de postes pour les remplacements, les décharges de direction, les temps partiels... les enseignants sont au bout du rouleau !

C'est enfin ce que ressentent plus particulièrement les directeurs d'école qui ont vu, pour cette année scolaire, la suppression de leur Aide à la Direction, sans qu'aucun poste statutaire soit créé pour y palier. Un sentiment d'épuisement et de colère se répand chez tous ces collègues, qui assument, malgré la surcharge de travail, la gestion quotidienne de leur école au prix de leur vie personnelle. Notre fédération soutiendra leurs actions et leurs revendications.

Je vous remercie de votre attention.